



FONDÉ EN 1826

JOURNAL DE GENÈVE

MERCREDI 7 AOÛT 1991 - No 181

LE QUOTIDIEN SUISSE D'AUDIENCE INTERNATIONALE

SUISSE: FR. 1,50; Belgique: 50 FB; Espagne: 200 Ptas; France: 6 FF; Italie: 2300 Lit; Maroc: 10,50 DH; Tunisie: 1110 mil

LA YUGOSLAVIE HANTÉE PAR LA GUERRE (III)

Economie: les nationalistes à contre-courant

Poursuivant son tableau du drame yougoslave, **Đokan Sidjanski** aborde, dans un dernier volet, en ces effets pervers de cette guerre civile larvée: la destruction de l'économie (voir également nos éditions des 5 et 6 août)

PAR DUSAN SIDJANSKI

La Yougoslavie dérive à contre-courant. Alors que l'Europe occidentale achève son marché unique à 12 que doit compléter l'Espace économique européen à 18, et que la Communauté des Douze s'oriente vers une Union politique de type fédéral, les Républiques yougoslaves érigent des barrières quand elles ne se font pas la guerre commerciale, ou la guerre tout court. Or, toutes les républiques ainsi que l'Etat central ont leurs espoirs tournés vers la Communauté européenne qui est en train de parachever son marché unique de 340 millions de consommateurs, en supprimant tous les obstacles et en mettant en pratique les règles de la concurrence.

Cette mise en commun des efforts économiques et sociaux à laquelle cherchent à s'associer d'autres pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est contraste avec le processus de désintégration et de fragmentation que vivent les peuples de Yougoslavie. Comme si dirigeants et citoyens, aveuglés par les passions nationalistes, avaient négligé l'intendance en sacrifiant leur niveau de vie, le développement de leur société et, qui plus est, en provoquant une grave crise économique. L'instabilité politique, les affrontements sporadiques entre Croates et Serbes, la menace d'une guerre civile sont auant de facteurs qui, conjugués avec le protectionnisme des républiques, mènent à la catastrophe économique. Crise d'autant plus profonde que le passage à l'économie de marché exige une transformation des structures mais aussi des mentalités et des comportements.

« Une société en faillite »

Quelques exemples concrets permettent d'illustrer l'aspect irréaliste du conflit. La détérioration économique et la dégradation sociale qui en résultent. Le gouvernement de la Slovaquie a averti la population que le coût de l'indépendance sera élevé et représenterait une baisse d'un tiers du revenu; or, malgré ces prévisions, la crise économique et le chômage, malgré le coût d'un Etat slovaque et de sa représentation extérieure, ce petit peuple slave de 1,9 million d'habitants qui a su conserver son identité et sa langue semble avoir oublié son sens de la raison et de la modération pour entamer ce que Sipej Messic, président yougoslave a qualifié de « sprint » vers l'indépendance. Comme si la seule solution était d'obtenir immédiatement et par tous

les moyens, l'indépendance à tout prix. Plusieurs personnalités slovaques ont lancé des avertissements et cherché à attirer l'attention sur la crise et ses conséquences économiques. Avant même de se retirer de son poste de ministre de l'économie dans le gouvernement slovaque, le professeur Menzinger n'a pas hésité à se qualifier lui-même de manager d'une société en faillite appelée Slovaquie. Or, la crise économique s'accroît et lorsque le calme reviendra, plus d'une personne se demandera si la négociation patiente n'aurait pas été plus sage qu'un conflit ouvert.

Le gouvernement slovaque évoque parfois une idée ou un sentiment répandu dans la population: la Slovaquie a été exploitée dans le système yougoslave par Belgrade mais aussi par les républiques les moins développées; sa contribution aux dépenses de l'Etat central et au Fonds de développement des républiques les plus démunies est jugée excessive et disproportionnée. Il est hors de doute que la part de la Slovaquie était bien plus élevée que celles des autres républiques. Mais la Slovaquie a aussi de son côté profité du marché yougoslave sur lequel elle écoulait ses produits et elle a bénéficié des matières premières à bas prix qu'elle obtenait des autres républiques. Les termes de l'échange ne lui étant probablement pas défavorables; ils constituaient un encouragement à l'exportation de ses produits manufacturés. De toute manière, la Slovaquie est sans conteste la république la plus riche dont le revenu par habitant est trois fois plus élevé que celui des républiques les moins nantes. La Slovaquie ne semble pas avoir été particulièrement maltraitée par la Yougoslavie. En revanche, il est certain que le coup de tête d'indépendance sera la cause de dépenses extravagantes notamment au titre de sécurité sans même tenir compte des pertes subies depuis que la crise paralyse l'économie yougoslave. Quelle que soit en définitive la solution politique adoptée en relation avec les autres républiques et le système yougoslave, la Slovaquie comme d'ailleurs toutes les autres républiques aurait avantage à préserver le marché commun yougoslave, voire même d'ouvrir à sa transformation en un véritable marché unique à l'image de l'espace unique sans frontières de la Communauté européenne. Ce serait aussi la meilleure façon de se préparer à une association plus étroite puis à l'adhésion ultérieure à la Communauté européenne.

Dans le même esprit, et suivant l'exemple de la Suisse et de la Suède, les républiques pourraient procéder dès maintenant à la transposition de l'espace communautaire dans leur législation. Cette action parallèle les préserverait contre des initiatives chaotiques et improvisées en garantissant une certaine harmonie entre les législations des républiques qui faciliterait leur rapprochement avec la Communauté européenne mais aussi le maintien d'un espace économique homogène au plan you-

goslave. Ces efforts ouvriraient aussi de meilleures perspectives pour les éventuels investisseurs étrangers. En effet, ceux-ci préfèrent à l'évidence pouvoir disposer d'un marché plus vaste régi par des règles harmonisées plutôt que de se voir limités à la fois par les barrières tarifaires et par des disparités législatives.

Enfin, l'ensemble des efforts de rapprochement avec la Communauté européenne donnerait de nouvelles perspectives tant aux responsables politiques de l'espace yougoslave qu'aux acteurs socio-économiques dont les horizons se rétrécissent au fur et à mesure des initiatives improvisées et désordonnées des gouvernements et parlements des républiques emportés par l'euphorie législative.

Et le tourisme!

Le tourisme offre l'exemple le plus évident des pertes subies par la Croatie et la Slovaquie en particulier. On estime entre 600 à 700 millions de dollars le manque à gagner dans le secteur du tourisme en Slovaquie. Quant à la Croatie, la crise d'admate a été désastreuse par les touristes. Ceux-ci avaient rapporté plus de 2 milliards au cours de l'année précédente. Cette perte d'environ 3 milliards de dollars représente à elle seule un peu plus d'un cinquième de la dette totale yougoslave qui s'élève à 16 milliards de dollars.

Mais avant tout, une condition préalable s'impose: le retour à la paix, la reprise du dialogue et le rétablissement du régime de la raison en place et lieu de l'explosion des passions. Tant que cette condition ne sera pas remplie et un minimum de sécurité ne sera pas rétabli, l'économie continuera à aller à la dérive. Pire, l'accroissement des pertes et des dépenses improductives ne fera que s'accroître risquant de provoquer une situation sociale explosive aux conséquences imprévisibles. D'ores et déjà, la crise yougoslave constitue une catastrophe pour l'économie qui est sacrifiée à un rêve irréalisable, l'Etat national indépendant. La Yougoslavie vogue à contre-courant; elle est en proie à la fièvre de guerre. Ses républiques revêtent de devenir des Etats-Nations à l'époque où les grands Etats-Nations traditionnels se rassemblent dans une Communauté à laquelle ils attribuent des fonctions qu'ils ne sont pas en mesure d'accomplir à des coûts raisonnables ou qui dépassent leurs capacités. Le déclinement des nationalistes virulents au nom d'une utopie dépassée rend difficile le retour à l'état de raison, à des préoccupations d'adulte après cette rechute dans des illusions destructrices des valeurs européennes et des niveaux modestes de développement péniblement acquis. D'où le rôle fondamental de la Communauté européenne dans le rétablissement de la paix et le respect des valeurs communes ainsi que dans la reconstruction d'une Communauté des peuples yougoslaves.

FIN ■